

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LES RELATIONS FRANCO-SÉNÉGALAISES ET SUR LA FRANCOPHONIE, À DAKAR LE 29 NOVEMBRE 2014.

29 NOVEMBER 2014 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs les parlementaires,

Mesdames, Messieurs les élus qui nous accompagnez,

Mesdames, Messieurs, les chefs d'entreprises qui êtes venus,

Monsieur l'Ambassadeur qui nous recevez, ainsi que Madame,

C'est la deuxième fois que je viens, ici, au Sénégal. La première, c'était pour m'adresser à l'ensemble des autorités sénégalaises et leur dire que la France était à leurs côtés. Je m'étais exprimé à la tribune du Parlement sénégalais et j'avais eu avec Macky SALL, des premières conversations sur l'ampleur que nous devons donner à notre coopération.

Je me souviens aussi vous avoir parlé dans ce même jardin, mais enfin, ce ne sont pas forcément les mêmes qui viennent à chaque fois.

Aujourd'hui, je suis là dans le cadre du Sommet de la Francophonie, qui a été accueilli remarquablement par le Sénégal. Le Sénégal voulait sûrement montrer qu'il est un grand pays en émergence et il a réussi à en faire la preuve. Le Sénégal voulait aussi rappeler que c'est SENGHOR qui avait fondé la Francophonie et c'est la raison pour laquelle je me suis incliné devant sa tombe cet après-midi, avec sa famille qui était présente et ses amis.

Le Sénégal voulait aussi rendre un hommage tout particulier à Abdou DIOUF qui a assumé cette belle mission de Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie et qui a annoncé remettre son mandat et quitter la vie publique. C'est toujours un moment délicat pour une personnalité de quitter la vie publique. Il y en a qui ne s'y résignent jamais.

Abdou DIOUF a fait en sorte de quitter le pouvoir, quand il était Président du Sénégal, avec la volonté de permettre l'alternance. Puis ensuite, à l'Organisation Internationale de la Francophonie, il a voulu qu'il y ait là-aussi une suite. On ne sait pas encore laquelle. Et il nous appartient, les chefs d'Etat et de Gouvernement francophones, de trouver un remplaçant à Abdou DIOUF.

Mais je reviens à la relation entre la France et le Sénégal et vous y êtes pour beaucoup, vous la Communauté française. Plus de 20 000, 25 000, peut-être davantage, de ressortissants français qui font en sorte que nous soyons, ici, appréciés, admirés parfois pour les talents que nous pouvons montrer et en tout cas toujours espérés.

Vous êtes une communauté très diverse comme toutes les communautés françaises à l'étranger, sauf que vous êtes l'une des plus grandes d'Afrique. Il y a, ici, des fonctionnaires, ceux qui font marcher cette ambassade et les réseaux consulaires. Il y a, ici, des enseignants, des personnels de l'école qui se dévouent pour que le français puisse être parlé, enseigné. Il y a des chercheurs, et j'y reviendrais, qui font un travail considérable pour lutter contre les épidémies ou tout simplement pour être aux côtés des universitaires sénégalais, pour faire avancer la connaissance. Il y a des salariés, des cadres d'entreprises, des chefs d'entreprises qui font en sorte que nous puissions être le premier partenaire commercial du Sénégal et le premier bailleur de fonds.

Il y a aussi, ici, des employés de banques qui font en sorte que nous puissions être également au rendez-vous du développement pour que la finance française puisse apporter avec l'Agence Française du Développement les moyens qui sont attendus. Bref, vous contribuez à faire que la France et le Sénégal aient une relation exceptionnelle d'amitié.

Il est vrai que cette relation plonge loin dans notre histoire. Là-encore, cet après-midi, j'ai rendu hommage aux tirailleurs sénégalais, ceux qui étaient venus pendant la guerre de 1914. Enfin, qui étaient venus, qu'on est allé chercher. Et puis, qui ont donné souvent leur vie pour que nous soyons les vainqueurs de ce premier conflit, pour que la France puisse parler fort et empêcher d'autres guerres, cela n'a pas suffi. Et lors de la Seconde guerre mondiale, l'Afrique a joué un rôle considérable pour la

liberté, la liberté de la France. Là encore, beaucoup sont venus de l'Afrique de l'ouest, du Sénégal pour faire en sorte que nous puissions nous libérer du nazisme. Et je rends là encore, chaque fois hommage, je l'ai fait lors du débarquement de Provence, de l'anniversaire du débarquement de Provence, aux Africains, à tous ceux qui étaient dans cette armée qui est venue de loin et qui a permis que notre pays puisse être ce qu'il est aujourd'hui.

J'aurai aussi l'occasion de parler du drame de Thiaroye, demain. Ces tirailleurs sénégalais qui n'avaient pas reçus leur paye et qui arrivant à Dakar, et protestant contre les conditions qui leur étaient faites, ont été tués par des balles françaises. Il nous faut aussi regarder notre histoire, chaque fois qu'elle n'est pas à notre gloire, pour mieux nous rappeler que l'histoire nous permet de parler de l'avenir. Nous avons aussi une relation qui est faite d'émancipation, après la colonisation. Et SENGHOR en est finalement l'expression.

SENGHOR, lui qui a été professeur de grammaire, qui a donc contribué à faire que notre langue puisse être non seulement parlée mais bien écrite. Il aurait sans doute des leçons encore à nous administrer. Mais il a été, je le rappelais, retenu prisonnier dans la Seconde guerre mondiale et il a aussi été député de la République Française. Il a même été ministre de la République Française. Et puis, il a fait en sorte que le Sénégal puisse accéder à l'indépendance et il a servi son pays, avec toujours la volonté de rester lié à la France. Et c'est ce qui nous permet encore aujourd'hui d'être considérés comme un pays ami, comme un pays proche, presque comme un pays voisin. Il est vrai aussi que nous avons sur notre sol bon nombre de ressortissants sénégalais, parfois avec la double nationalité et qui ont dans le cur deux pays, deux patries. Et une de plus avec la langue française.

Je le disais, je suis venu pour le Sommet de la Francophonie. C'est une belle institution, rassembler près de quatre-vingt Etats, près de trois cents millions de locuteurs, de Français, promouvoir la diversité linguistique, l'exception culturelle, faire des programmes éducatifs, faire que l'on parle et donc que l'on enseigne le français. Mobiliser ensemble les instituts, des alliances françaises lorsque c'est possible, des écoles privées, faire en sorte que les entreprises, le Ministre des Affaires étrangères y est très attentif, les entreprises françaises puissent également former en français.

J'ai été cet après-midi aussi, dans ce lieu exceptionnel où la Francophonie s'expose. Et j'ai vu combien les nouvelles technologies pouvaient être mises au service de cette Francophonie, de ce français. Que nous pouvions porter au Sénégal et dans d'autres pays, des programmes d'enseignement en français, que nous pouvons créer donc une communauté de savoir, de connaissance ensemble. C'est la première mission de la Francophonie. Parler, faire parler, diffuser, enseigner le français.

Il y en a une autre qui est d'ailleurs très liée à la première, c'est de favoriser les échanges, de permettre qu'il y ait davantage d'entreprises francophones qui investissent dans les pays francophones. Monter un certain nombre de contrats, c'est plus simple en français, avoir le même système juridique, essayer là-aussi de faire des partenariats, des alliances entre entreprises francophones. Pouvoir aller ensemble à la conquête des marchés, porter des technologies, multiplier les organismes de recherches communs. Voilà tout ce que peut faire aussi la Francophonie, c'est sa dimension économique et elle est également très attendue, notamment en Afrique. Parce que l'Afrique, c'est un continent d'avenir, c'est un continent de croissance, c'est un continent de développement. Et il attend beaucoup de ce que nous pouvons faire en français, avec le français et avec les Français.

Et puis, il y a aussi cette dimension politique que nous portons avec la Francophonie. D'une certaine façon, c'est un petit ONU qui s'est rassemblé, ici, à Dakar. Le tiers des pays membres de cette grande organisation des Nations Unies, avec un rôle pour la France, mais un rôle aussi pour la Francophonie. Pour porter des valeurs, des principes, conception de la démocratie, des Droits de l'homme. Parler en français, cela ne suffit pas, c'est parler les valeurs non pas de la France, mais des Droits de l'homme, de la dignité de la femme, de l'égalité de tous, de la lutte contre la pauvreté et la misère. Voilà ce que cela veut dire être francophone. C'est-à-dire, c'est une ambition que nous portons pour nous-mêmes, mais aussi pour le monde entier. Parce que chaque fois que l'on parle le français, on parle la langue universelle. On n'écrase d'ailleurs, aucune autre langue. On n'est en compétition avec aucune autre langue, parce que nous considérons que nous avons la plus belle, sans doute. Mais parce que nous sommes aussi conscients que nous luttons pour la diversité culturelle et que nous voulons également défendre toutes les langues. Les langues nationales, les langues régionales, les langues locales, parce

que c'est un patrimoine.

Mais nous voulons également porter cette exigence avec une volonté farouche que ce que nous avons en commun, les valeurs, les principes, puissent être partout observés, respectés. C'est en ce sens que j'ai dit ce matin, que pour nous, le respect de la démocratie, des élections libres, le pluralisme, l'ordre constitutionnel, cela ne fait pas partie d'un supplément à l'adhésion à la Francophonie, cela fait partie de la Francophonie. Et heureusement d'ailleurs, que des peuples rappellent à un certain nombre de dirigeants, ces règles. Ceux qui veulent rester trop longtemps, non pas que nous interdisions à quiconque de rester longtemps à la tête du pouvoir, dès lors que c'est à la suite d'élections libres et transparentes. Il n'y a pas de limitation dans le temps des mandats. Et moi, je ne me permettrai pas de faire la leçon.

Mais lorsqu'une constitution est modifiée pour permettre à un chef d'Etat de faire un mandat de trop, un mandat de plus, en violation de toutes les règles qui ont été posées par le peuple, alors, c'est ce qui s'est passé au Burkina Faso, il y a un moment où cela s'arrête. Et il convient que les francophones soient, à ce moment-là, présents. Non pas pour accentuer les divisions, pour provoquer les conflits, mais au contraire pour favoriser les réconciliations et faire respecter les règles de la démocratie, c'est-à-dire, le retour vers les élections. Et en empêchant que là encore, il y ait je ne sais quel règlement de compte.

La Francophonie, c'est aussi une marque de solidarité. Ce n'est pas au nom de la Francophonie que la France est intervenue au Mali. Elle est intervenue au Mali parce qu'elle considèrerait que la lutte contre le terrorisme n'a pas de frontière, n'a pas de langue. Parce que quand un pays est attaqué, comme le Mali l'était, et d'une certaine façon l'est encore, nous devons être là. Pas là tout seul, là avec les Africains, là avec l'ONU. Et nos soldats qui sont encore présents dans cette région et encore au Mali, ils ne viennent pas chercher je ne sais quelle conquête, prendre je ne sais quel territoire, ou exercer je ne sais quelle influence, ils viennent tout simplement libérer. Permettre là aussi et c'est ce qui s'est produit au Mali, le retour aux élections et l'accession d'un Président de la République au pouvoir, après que le suffrage universel ait parlé.

Mais le terrorisme, nous n'en avons pas fini. Il n'est pas loin, au Nigeria il a encore frappé. 120 morts à la sortie d'une mosquée, parce que le terrorisme ne respecte rien et encore moins les religions. Et les musulmans sont les premières victimes du fondamentalisme. Alors, là aussi nous devons marquer notre solidarité, faire en sorte que nous puissions, déjà dans l'espace francophone, mais au-delà de l'espace francophone, montrer que nous serons solidaires et que nous ferons tout pour que les Africains puissent eux-mêmes disposer de force d'action rapide pour intervenir dans les conflits et pour prévenir le terrorisme et parfois aller à son contact pour en terminer avec lui.

Nous avons nous aussi une grande inquiétude sur ce qui se passe en Libye. Quand une intervention n'a pas été menée jusqu'au bout, quand il y a eu un chaos qui s'est installé, nous en voyons les conséquences. Des foyers terroristes se sont installés et ont rassemblé des armes, concentré un certain nombre de groupes qui menacent maintenant l'ensemble de la région. Là aussi, la Communauté internationale devra se saisir de cette question. Parce que c'est aussi votre sécurité et donc c'est la nôtre qui est en cause.

Et puis, il y a d'autres fléaux. Il y a aussi le fléau sanitaire. Hier, j'étais donc en Guinée. Je voulais me rendre compte, avec les ministres concernés et notamment, Annick GIRARDIN, qui s'était rendue plusieurs fois déjà en Guinée, me rendre compte de ce que faisaient les personnels soignants, venant de France, venant là aussi de l'espace francophone. Me rendre compte de la coopération que nous avons pu instaurer entre les autorités françaises et les autorités guinéennes. Me rendre compte aussi de ce que disaient les Guinéens : ne nous coupez pas du monde, ne nous enfermez pas, ne nous discriminez pas. Nous voulons vivre. Vivre, cela veut dire vaincre Ebola. Mais vivre, cela veut dire, vivre dans un pays qui a pendant encore quelques mois, le virus Ebola et qui doit continuer à se développer, qui doit continuer à accueillir avec des règles de vigilances, qui doit assurer une certaine circulation avec des contrôles. Je sais ce que le Sénégal a pu faire aussi pour se protéger, mais également pour maintenir la circulation des humanitaires et je l'en remercie.

Je sais aussi ce que font les militaires français. Je veux les saluer, puisque l'on a évoqué ce qu'ils pouvaient faire pour lutter contre le terrorisme. Mais ils font aussi beaucoup pour permettre la lutte contre ce fléau.

J'ai vu des équipes françaises, d'abord humanitaires, formidables, qui font honneur à notre pays, qui font honneur à la dignité humaine, qui font honneur tout simplement à la vie.

J'ai vu des survivants d'Ebola. Une jeune femme, qui a été guérie parce que l'on guérit d'Ebola, nous dit maintenant, qu'elle veut être au contact des malades, mais elle veut aussi adresser un message. Je le fais en son nom : soyez à nos côtés, luttiez contre cette maladie mais ne regardez pas les pays qui sont touchés comme s'ils étaient des pays parias. Comme autrefois, lorsque certains étaient touchés par des maladies qui faisaient peur.

J'ai vu aussi ce que nous pouvions faire, nous les Français. Centres de traitement pour les malades, il y en a trois déjà en Guinée forestière, il y a ce qui se fait à Conakry. Je vois ce que nous pouvons faire pour soigner les soignants qui peuvent être touchés par la maladie. Je vois ce que nous faisons aussi pour former les soignants. Tout cela avec des équipes, je le disais, remarquables.

Alors, j'ai été reçu avec les ministres qui m'accompagnaient, avec la délégation qui était celle des chercheurs, l'Institut Pasteur était notamment représenté, j'ai été reçu comme un libérateur. Je ne libérais rien, je devais simplement constater ce que faisait la France. Et dans les acclamations que je recevais, ce n'était pas à moi qu'elles étaient adressées, c'était d'une certaine façon à la France, c'était à vous pour dire merci. Non pas merci comme on dit à celui qui fait l'aumône, nous ne faisons pas, ici, ce type d'intervention, merci à la solidarité, merci à la dignité, merci à l'espoir.

La France est aimée. Et chaque fois que j'en fais le constat, j'en tire aussi une leçon. Les Français doivent aimer la France autant qu'elle est aimée par les autres.

Ici, dans l'espace francophone, nous sommes regardés, attendus, espérés. Non pas pour ce que nous pouvons prodiguer comme aide, c'est fini ce temps-là, mais pour ce que nous avons à mettre toujours en avant comme exigence, comme ambition.

En ce moment, la grande ambition, c'est la lutte contre le réchauffement climatique, puisque la fin de l'année 2015, l'année prochaine, Paris va recevoir la Conférence sur le Climat. Il y a encore quelques mois, si j'étais venu devant vous, mais j'étais déjà devant vous, je vous aurais dit toutes les appréhensions que nous pouvions avoir par rapport à ce rendez-vous.

Vous savez, cet espèce de fatalisme, d'ignorance, d'indifférence, d'égoïsme qui fait que nous sommes tous conscients que le monde connaît un réchauffement extrêmement dangereux, que se multiplient les catastrophes. Encore en ce moment-même, en France dans le Var, il y a eu des inondations, quatre de nos compatriotes sont morts et nous devons là-aussi affirmer notre solidarité, faire en sorte que les indemnités soient le plus rapidement possible versées, une fois que l'état de catastrophe naturelle a été proclamé. Nous sommes tous touchés par ces intempéries, ces catastrophes qui se répètent. Et pour autant, le monde semblait jusque-là réticent et puis, à force d'engagement, à force de conviction, à force de mobilisation, nous pouvons maintenant penser qu'un accord global est possible à Paris, en décembre 2015.

Mais ne soyons pas trop confiants, parce qu'il y a tellement de résistances et tellement de réserve de la part des pays les plus fragiles, les plus pauvres, qui se disent : mais pourquoi nous imposez-vous maintenant des règles de bonne consommation d'énergie, de bon comportement par rapport à ce qu'il conviendrait de faire pour les émissions de gaz carbonique, quand vous avez depuis 100 ans, prélevé sur la nature tout ce qui a fait votre développement ? C'est la raison pour laquelle, il a été proposé un Fonds Vert, dont le Sénégal j'imagine, sera bénéficiaire. Ce Fonds doit collecter des ressources pour permettre des investissements. Et la France a montré l'exemple, nous allons reverser un milliard de dollars sur ce Fonds Vert. Aujourd'hui, le Fonds est doté de dix milliards. Mais nous pouvons aller beaucoup plus loin et faire en sorte que ce puisse être un puissant levier de développement dans un pays comme le Sénégal. Les énergies nouvelles, les économies d'énergie, la chaleur que nous pouvons tirer aussi en termes d'énergie à travers le soleil. Bref, nous avons un grand rendez-vous, et nous devons le gagner.

Je veux terminer par vous, la Communauté française. Parce que c'est vous qui faites, ici, au Sénégal, avec nos amis Sénégalais, la promotion de la culture, de l'enseignement, de la technologie française. Et, quand je vois ce qui se fait dans nos établissements scolaires, quand je vois les résultats, quand je vois combien les jeunes Sénégalais peuvent espérer en nous, dans les écoles que nous proposons, quand je vois le succès du lycée Jean MERMOZ, quand je vois cette mobilisation en faveur du français,

je me dis que nous ne sommes pas encore tout à fait à la hauteur, mais que nous sommes présents. Vous êtes présents ici.

Le devoir qui est le mien c'est, au-delà de la sécurité que l'on vous doit et qui est assurée, ici, au Sénégal, dans la région et elle demeurera présente au-delà des précautions que nous avons prises pour que le fléau Ebola ne déborde pas, au-delà de ce que nous devons faire pour faciliter votre vie administrative, pas simplement la vie administrative des français, la vie administrative aussi des Sénégalais.

Il y a deux ans, j'avais dit qu'il fallait faciliter l'attribution des visas pour qu'il y ait plus d'étudiants, plus de chercheurs, plus d'universitaires, plus d'artistes, plus de créateurs qui puissent venir en France. Et bien nous ne sommes pas encore au niveau souhaité. Je vous demande vraiment, Monsieur l'Ambassadeur, je sais que vous y êtes très attaché, que nous fassions encore davantage, qu'il y ait plus de visas, que ce soit moins long pour obtenir un visa et qu'il est insupportable que ceux qui veulent donner le meilleur d'eux-mêmes pour la recherche, pour la science, pour l'art, pour la culture, soit empêchés de venir en France pour y livrer ce qu'ils veulent nous donner de meilleur.

Nous faisons tout pour faciliter, nous devons tout faire pour faciliter les relations et la vie. Et en même temps, ce que je voulais surtout vous exprimer, vous qui êtes si nombreux, c'est la gratitude, la gratitude de la République. Parce que si nous sommes aussi bien reçus au Sénégal, si nous sommes autant aimés en Afrique, si nous sommes autant espérés dans l'espace francophone, c'est parce qu'il y a des français qui loin de leur partie font en sorte que la France rayonne. Merci à tous de nous le permettre et d'être fiers de nous. Merci